Burundi : début de libération de 2.500 détenus pour désengorger ses prisons

@rib News, 23/01/2017Â â€“ SourceÂ AFP Le Burundi a entamÃ© lundi la libÃ©ration du quart de sa population carcÃ©rale d le cadre d'une grÃ¢ce prÃ©sidentielle, mais la sociÃ©tÃ© civile en exil de ce pays en crise craint que le pouvoir ne cherche ainsi Ã faire de la place pour de nouveaux prisonniers politiques. Lundi, un premier groupe de 300 prisonniers (photo) a Ã©tÃ© libÃ©rÃ© de la prison centrale de Mpimba, Ã Bujumbura, par la ministre de la Justice AimÃ©e Laurentine Kanyana. A terme, 2.500 prisonniers doivent Ãªtre libÃ©rÃ©s par les autoritÃ©s, qui ont toujours niÃ© dÃ©tenir des prisonniers politiques. Ce premier groupe libÃ©rÃ© lundi inclut toutefois 58 militants arrÃªtÃ©s lors d'une manifestation interdite et violemment rÃ©primÃ©e par la police burundaise le 9 avril 2014. Ils avaient Ã©tÃ© condamnÃ©s Ã des peines allant jusqu'Ã la perpÃ©tuit d'un procÃ¨s qualifiÃ© d'"expÃ©ditif" par la communautÃ© internationale. Ces libÃ©rations visent Ã "dÃ©sengorger les prisons pour permettre Ã ceux qui y restent de vivre dans des conditions acceptables", et Ã la "consolidation de la rÃ©conciliation nationale", a dÃ©clarÃ© la ministre Kanyana, au cours d'une cÃ©rÃ©monie officielle en prÃ©sence du corps diplomatique accrÃ©ditÃ© au Burundi. "Exceptionnellement, son excellence le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a Ã©galement bien voulu toucher mÃªme ceux qui ont Ã©tÃ© condamnÃ©s pour des actes criminels commis lors des mouvements insurrectionnels qui ont Ã©tÃ© organisÃ©s depuis 2014", a-t-elle ajoutÃ©, restant toutefois vague sur l'Ã©ventuelle libÃ©ration de prisonniers arrÃªt depuis le dÃ©but de la crise actuelle, en avril 2015. Le Burundi est plongÃ© dans une grave crise depuis l'annonce en avril 2015 de la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ© et son Ã©lection en juillet de la mÃªme annÃ©e. Les violences ont fait plus de 500 morts et poussÃ© plus de 300.000 personnes Ã quitter le pays. Selon des sources pÃ©nitentiaires, les prisons burundaises abritaient 10.051 prisonniers fin dÃ©cembre 2016, contre environ 6.000 dÃ©tenus avant avril 2015. "A chaque fois que des prisonniers politiques sont relÃ¢chÃ©s, c'est une bonne chose", a rÃ©agi Pierre-Claver Mbonimpa, prÃ©sident de l'Association pour la protection des dÃ©tenus et des prisonniers politiques (Aprodeh), et figure emblÃ©matique de la sociÃ©tÃ© civile burundaise. "Mais nous appelons surtout Ã une relaxe des plus de 4.000 dÃ©tenus politiques qui croupissent en prison depuis le dÃ©but de la crise au Burundi", a ajoutÃ© M. Mbonimpa, qui vit en exil en Belgique. Cette mesure est aussi destinÃ©e Ã "faire de la place aux victimes des nombreuses arrestations arbitraires Ã la faveur de la rÃ©pression qui s'est abattue sur le Burundi", a-t-il accusÃ©. De son cÃ´tÃ©, la principale ligue burundaise des droits de l'Homme, Iteka, dÃ©sormais interdite au Burundi, estime qu'au moins une centaine de personnes accusÃ©es de crimes en lien avec la crise politique actuelle sont arrÃªtÃ©es chaque semaine au Burundi, alors que d'autres sont assassinÃ©es ou portÃ©es disparues.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});